

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 2436

[C — 31403]

26 SEPTEMBRE 1996. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à la reconnaissance et à l'octroi de subventions aux associations actives en matière de soins palliatifs et continués

Le Collège,

Vu les articles 128, 138 et 163 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale de réforme constitutionnelle du 8 août 1980 telle que modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, 16 janvier 1989 et 16 juillet 1993, notamment l'article 5, § 1er;

Considérant que le Collège de la Commission communautaire française souhaite mener une politique active en matière de soins palliatifs et continués en assurant un soutien au développement de diverses formes d'accompagnement, de traitement et de formation dans ce domaine;

Considérant que certaines associations poursuivent une action visant soit à la dispensation de soins, soit à leur coordination, soit à l'accompagnement de patients atteints d'une maladie à pronostic fatal, soit encore à la formation d'intervenants amenés à traiter ou encadrer des patients atteints d'une maladie à pronostic fatal;

Considérant qu'il est nécessaire que ce type d'action visant à la préservation d'une qualité de vie se voie officiellement reconnu;

Considérant qu'il importe que le Collège fixe sans retard les conditions de reconnaissance et les règles relatives à l'octroi de subventions en faveur des associations bruxelloises francophones actives en matière de soins palliatifs et continués afin de leur permettre une stabilité indispensable pour mener à bien leurs actions dans un souci premier d'efficacité et de disponibilité au bénéfice des personnes concernées;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :1° **Soins continués** : l'aide et l'assistance pluridisciplinaire dispensés tout au long de leur maladie, à des personnes atteintes d'une maladie à pronostic fatal, afin de rencontrer leurs besoins physiques, psychiques et spirituels et de contribuer ainsi à la préservation de leur qualité de vie.2° **Soins palliatifs** : l'aide et l'assistance pluridisciplinaire dispensées à des personnes atteintes d'une maladie à pronostic fatal, afin de rencontrer leurs besoins physiques, psychiques et spirituels et de contribuer ainsi à la préservation de leur qualité de fin de vie.3° **Association active en matière de soins palliatifs** : ci-après dénommée « association » : une structure menant, par une approche interdisciplinaire et de manière permanente et privilégiée, une action d'accompagnement ou de soins vis-à-vis de personnes atteintes d'une maladie à pronostic fatal et de leur entourage, une action de formation et de soutien des intervenants amenés à traiter ou encadrer des patients atteints d'une maladie à pronostic fatal, ou encore une action de coordination d'une ou de plusieurs de ces missions.4° **Conseil consultatif** : la section « Soins à Domicile » créée au sein du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé;5° **Le Collège** : le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;6° **Administration** : les services du Collège.**Art. 3.** Pour pouvoir conclure une convention avec le Collège et bénéficier d'une subvention, l'association doit être constituée en association sans but lucratif, dont le siège social et l'activité principale se situent dans la Région de Bruxelles-Capitale et avoir une activité reconnue par la Commission communautaire française dans le secteur des soins palliatifs depuis au moins trois ans.**Art. 4.** 1° La convention prévoit que l'association remplit au moins 2 des missions suivantes :

- Prestation de soins : l'association organise et dispense des soins spécifiques aux patients atteints d'une maladie à pronostic fatal afin de rencontrer leurs besoins physiques et psychiques.
- Accompagnement : l'association assure l'encadrement psychologique ou social ou spirituel de personnes atteintes d'une maladie à pronostic fatal, ainsi que l'encadrement de leur entourage.
- Formation : l'association assure la sensibilisation, la formation, théorique ou pratique, la formation continuée ou la supervision d'intervenants professionnels ou bénévoles, extérieurs à l'association, amenés à traiter ou à encadrer les patients atteints d'une maladie à pronostic fatal et leur entourage.

2° L'association fonctionne en équipe interdisciplinaire. Elle organise régulièrement des réunions entre les membres de son équipe aux fins d'échanges d'information, de supervision et d'intervention.

L'association veille en outre à la formation continuée des membres de son personnel.

Pour chaque personne suivie par l'association, il est constitué un dossier individuel contenant les données sociales et administratives, et le cas échéant, les données médicales. Ces données sont couvertes par le secret professionnel.

L'article 458 du Code pénal est applicable aux membres du personnel.

3° L'association remplit ses missions sans aucune discrimination, notamment sans distinction ethnique ou de nationalité, d'âge et de sexe.

Il doit être veillé au respect du libre choix de l'association qui, en toutes circonstances, respecte la diversité des convictions idéologiques, philosophiques et religieuses.

Art. 5. Il doit être veillé au respect du libre choix de l'association qui, en toutes circonstances, respecte la diversité des convictions idéologiques, philosophiques et religieuses.

L'article 458 du Code pénal est applicable aux membres du personnel.

Art. 6. La convention porte sur une durée de un an. Elle est renouvelable.

La demande de passation d'une convention est introduite par l'association auprès du Membre du Collège compétent pour la matière visée par le présent arrêté et contient les éléments suivants :

- un bref descriptif destiné à préciser la demande (type de missions remplies, public(s), visé(s), territoire d'activités,...);

- les nom, adresse et copie des statuts de l'association;
- les formations, qualifications et durées de travail des membres de l'équipe;
- le montant de la subvention sollicitée, ainsi qu'un budget prévisionnel pour la période visée par la convention;
- les comptes et bilans de l'année précédente;
- l'engagement de fournir un rapport annuel d'activités à l'Administration.
- l'engagement à fournir annuellement les comptes de recettes et de dépenses et le bilan approuvés par l'assemblée générale et signés par deux administrateurs.

Après avis du Conseil consultatif, le Collège statue sur la demande et charge le Membre du Collège compétent pour la matière visée de conclure la convention.

La demande de renouvellement de la convention est introduite par association auprès du Membre du Collège compétent pour la matière visée par le présent arrêté, au plus tard trois mois avant l'échéance de la période couverte par la convention. Le Collège se prononce après avis du Conseil consultatif.

En cas de modification significative des termes de la convention, une nouvelle demande doit être introduite auprès du Membre du Collège compétent pour la matière visée par le présent arrêté.

Art. 7. Le montant de la subvention attribuée aux associations dépend des critères suivants :

- le nombre et le type de missions accomplies par l'association;
- le volume des activités de l'association (nombre de patients suivis, nombre de formations organisées, etc.);
- l'existence de collaboration avec les autres structures socio-sanitaires pouvant contribuer à améliorer la prise en charge des patients;
- le cadre de l'équipe de travail nécessaire à l'exécution des missions accomplies par l'association;
- l'existence d'autres sources de subsides.

Art. 8. La subvention est liquidée en deux tranches.

La première tranche de 85% du montant total de la subvention est allouée pour le 31 mars au plus tard.

Le solde, soit 15%, dès remise des pièces justificatives et du rapport d'activités.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1997 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 1998.

Art. 10. Le Membre du Collège compétent pour la matière visée par le présent arrêté est chargé de l'exécution de celui-ci.

Bruxelles, le 26 septembre 1996.

E. TOMAS,
Membre du Collège chargé de la Santé

H. HASQUIN,
Président du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 — 2436

[C — 31403]

26 SEPTEMBER 1996. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en toekenning van subsidies aan de verenigingen die actief zijn op het vlak van palliatieve en continue verzorging

Het College,

Gelet op de artikelen 128, 138 en 163 van de Grondwet, gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 zoals gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 januari 1989 en 16 juli 1993, inzonderheid op het artikel 5, § 1;

Overwegende dat het College van de Franse Gemeenschapscommissie een actief beleid wil voeren op het vlak van de continue en palliatieve verzorging door haar steun te verlenen aan de ontwikkeling van verschillende vormen van begeleiding, behandeling en vorming op dat gebied;

Overwegende dat sommige verenigingen een activiteit voortzetten met het oog op hetzij het verlenen van verzorging, hetzij de coördinatie ervan, hetzij de begeleiding van terminale patiënten, hetzij nog de opleiding van hulpverleners die terminale patiënten behandelen of begeleiden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om dat soort activiteiten ter behoud van de levenskwaliteit officieel te erkennen;

Overwegende dat het College onverwijld de erkenningvoorwaarden moet vaststellen evenals de regelen voor de toekenning van subsidies aan de Brusselse Franstalige verenigingen die actief zijn op het vlak van continue en palliatieve verzorging zodat ze een vaste basis hebben die onontbeerlijk is om hun activiteiten tot een goed einde te brengen in een streven naar efficiëntie en beschikbaarheid voor de betrokkenen;

Op de voordracht van het Lid van het College belast met Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° **Continue verzorging** : de pluridisciplinaire hulp en bijstand die aan terminale patiënten verleend wordt gedurende hun ziekte om tegemoet te komen aan hun fysieke, psychische en spirituele behoeften en om zo bij te dragen tot het behoud van hun levenskwaliteit.

2° **Palliatieve verzorging** : de pluridisciplinaire hulp en bijstand die aan terminale patiënten verleend wordt tegemoet te komen aan hun fysieke, psychische en spirituele behoeften en om zo bij te dragen tot het behoud van de kwaliteit van hun levenseinde.

3° **Vereniging actief op het vlak van palliatieve verzorging** : hierna "vereniging" genoemd: een structuur die door een interdisciplinaire aanpak en op permanente en bevoorrechte wijze terminale patiënten en hun omgeving begeleidt of verzorgt, hulpverleners opleidt en steunt die terminale patiënten moeten behandelen of begeleiden, of één of meerdere van die taken coördineert.

4° **Adviesraad** : de afdeling "Thuiszorg" opgericht in de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid;

5° **Het College** : het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

6° **Bestuur** : de diensten van het College.

Art. 3. Om met het College een overeenkomst te kunnen sluiten en te genieten van een subsidie moet de vereniging opgericht zijn als een vereniging zonder winstocmerk waarvan de maatschappelijke zetel en de hoofdactiviteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen zijn en moet ze al minstens drie jaar een activiteit hebben die erkend is door de Franse Gemeenschapscommissie en die zich situeert in de sector van de palliatieve verzorging.

Art. 4. 1° De overeenkomst bepaalt dat de vereniging minstens 2 van de volgende taken vervult :

- **Zorgverstrekking** : de vereniging organiseert en verleent specifieke verzorging aan terminale patiënten om te voldoen aan hun psychische en fysieke behoeften.

- **Begeleiding** : de vereniging staat in voor de psychologische of sociale of spirituele begeleiding van terminale patiënten alsmede voor de begeleiding van hun omgeving.

- **Opleiding** : de vereniging staat in voor de sensibilisering, theoretische of praktische opleiding, continue navorming of de supervisie van professionele of vrijwillige hulpverleners, die niet tot de vereniging behoren en die terminale patiënten en hun omgeving willen behandelen of begeleiden.

2° De vereniging werkt als een interdisciplinaire equipe. Ze belegt geregeld vergaderingen onder de leden van haar equipe met het oog op uitwisseling van informatie, supervisie en interventie.

De vereniging ziet daarnaast toe op de continue navorming van haar personeelsleden.

Voor eenieder die de vereniging opvolgt wordt een individueel dossier samengesteld met de sociale en administratieve gegevens en eventueel met de medische gegevens. Die gegevens vallen onder het beroepsgeheim.

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de personeelsleden.

3° De vereniging vervult haar taken zonder enige discriminatie, met name zonder onderscheid in ras, nationaliteit, leeftijd en geslacht.

Er moet worden gewaakt over de eerbied voor de vrije keuze vanwege de vereniging, die in alle omstandigheden de verscheidenheid aan ideologische, filosofische en religieuze overtuigingen moet respecteren.

Art. 5. Er moet worden gewaakt over de eerbied voor de vrije keuze vanwege de vereniging, die in alle omstandigheden de verscheidenheid aan ideologische, filosofische en religieuze overtuigingen moet respecteren.

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de personeelsleden.

Art. 6. De overeenkomst geldt voor één jaar. Ze is hernieuwbaar.

De aanvraag tot het sluiten van een overeenkomst wordt door de vereniging ingediend bij het Lid van het College bevoegd voor de aangelegenheid bedoeld in dit besluit. Ze bevat de volgende gegevens :

- een bondige omschrijving om de aanvraag te verduidelijken (soort vervulde taken, doelgroep(en), activiteitsradius,...);

- de naam, adres en afschrift van de statuten van de vereniging;

- de opleidingen, bekwaamheden en werktijden van de leden van de equipe;

- het gevraagde subsidiebedrag, alsook een voorbegroting van de periode die in de overeenkomst is bedoeld;

- de rekeningen en balansen van het voorgaande jaar;

- de verbintenis om een jaarlijks activiteitenverslag aan het Bestuur voor te leggen;

- de verbintenis om jaarlijks de rekeningen van de inkomsten en uitgaven alsook de balans voor te leggen die zijn goedgekeurd door de algemene vergadering en ondertekend door twee bestuurders.

Na advies van de adviesraad beslist het College over de aanvraag. Het College gelast zijn voor de bedoelde materie bevoegd lid de overeenkomst te sluiten.

De aanvraag tot hernieuwing van de overeenkomst wordt per vereniging ingediend bij het Lid van het College dat bevoegd is voor de in dit besluit bedoelde aangelegenheid en dit uiterlijk drie maand voor het verstrijken van de periode waarop de overeenkomst betrekking heeft. Het College spreekt zich uit na het advies van de Adviesraad te hebben ingewonnen.

In geval van beduidende wijziging van de overeenkomst moet een nieuwe aanvraag worden ingediend bij het Lid van het College dat bevoegd is voor de in dit besluit bedoelde aangelegenheid.

Art. 7. Het subsidiebedrag dat aan de verenigingen wordt toegekend hangt af van de volgende criteria :

- het aantal en soort taken die door de vereniging worden vervuld;

- de omvang van de activiteiten van de vereniging (aantal opgevolgde patiënten, aantal georganiseerde opleidingen, enz.);

- medewerking met de andere medisch-sociale structuren die kan bijdragen tot een betere tenlasteneming van de patiënten;

- het kader van de werkequipe dat noodzakelijk is voor de uitvoering van de taken van de vereniging;

- het bestaan van andere subsidiebronnen.

Art. 8. De subsidie wordt uitbetaald in twee schijven.
De eerste schijf ten belope van 85% van het totale subsidiebedrag wordt toegekend uiterlijk tegen 31 maart.
Het saldo, namelijk 15%, wordt toegekend van zodra de bewijsstukken en het activiteitenverslag worden overhandigd.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1997 en de uitwerking ervan houdt op te bestaan op 31 december 1998.

Art. 10. Het Lid van het College bevoegd voor de aangelegenheid bedoeld in dit besluit is belast met de uitvoering ervan.

Brussel, 26 september 1996.

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Gezondheid

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[11307]

Algemene diensten

Personeel. — Benoeming van een bestuurssecretaris in toepassing van de vrijwillige mobiliteit

Bij koninklijk besluit van 4 augustus 1996 werd de heer Sonnet, Eric, bestuurssecretaris bij de Rijksdienst voor Pensioenen, in toepassing van de vrijwillige mobiliteit, overgeplaatst naar het Ministerie van Economische Zaken, in een betrekking van bestuurssecretaris met ingang van 1 september 1996.

Personeel

Bevorderingen volgens de regelen van de vlakke loopbaan

Bij koninklijke besluiten van 9 september 1996 werden Mevr. De Loy Vermeulen, Anita, de heren Sent, Hugo en Winne, Charles, informatici, volgens de regelen van de vlakke loopbaan bevorderd tot de graad van informaticus-deskundige met ingang van 1 februari 1996, 1 maart 1996 en 1 april 1996.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[11307]

Services généraux

Personnel. — Nomination d'un secrétaire d'administration en application de la mobilité volontaire

Par arrêté royal du 4 août 1996, M. Sonnet, Eric, secrétaire d'administration à l'Office national des Pensions, est transféré, en application de la mobilité volontaire, au Ministère des Affaires économiques, dans un emploi de secrétaire d'administration à partir du 1er septembre 1996.

Personnel

Promotions dans le cadre de la carrière plane

Par arrêtés royaux du 9 septembre 1996, Mme De Loy Vermeulen, Anita, et MM. Sent, Hugo et Winne, Charles, informaticiens, ont été promus dans le cadre de la carrière plane dans le grade d'informaticien-expert, respectivement à partir du 1er février 1996, 1er mars 1996 et 1er avril 1996.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Gerechtelijke Politie

[9819]

Bij koninklijke besluiten van 30 oktober 1996 worden, op datum van 1 september 1996, benoemd tot officier-eerstenaanzwendend commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, de heren Coolman, M., en De Bruycker, A., officieren-commissarissen voor gerechtelijke opdrachten bij dit parket.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Police judiciaire

[9819]

Par arrêtés royaux du 30 octobre 1996 sont nommés, à la date du 1er septembre 1996, officier-commissaire principal aux délégations judiciaires près le parquet du tribunal de première instance à Bruxelles, MM. Coolman, M., et De Bruycker, A., officiers-commissaires aux délégations judiciaires près ce parquet.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

Geneeskundige verzorging en uitkeringen Erkenningen van tarifieringsdiensten

[22486]

Bij ministerieel besluit van 14 augustus 1996, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, worden, bij toepassing van het koninklijk besluit van 12 augustus 1970 tot vaststelling van de maatstaven tot erkenning van de tarifieringsdiensten, de tarifieringsdiensten « Kliniek Gallifort, 925 317 63000 » en « A.Z. Jan Palfijn, 925 329 51000 » erkend als één tarifieringsdienst, opgericht in verband van een verplegingsinrichting onder de benaming « Algemeen ziekenhuis Jan Palfijn — Gallifort », nr. 925 317 63000.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Soins de santé et indemnités Agrémentations d'offices de tarification

[22486]

Par arrêté ministériel du 14 août 1996, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, en application de l'arrêté royal du 12 août 1970, déterminant les critères d'agrémentation des offices de tarification « Kliniek Gallifort, 925 317 63000 » en « A.Z. Jan Palfijn, 925 329 51000 » sont agréés comme un office de tarification, constitué au sein d'un établissement hospitalier sous la dénomination « Algemeen ziekenhuis Jan Palfijn — Gallifort » sous le n° 925 317 63000.